



Déclaration liminaire FS 13 novembre 2025

Madame la présidente,

Nous nous retrouvons pour la dernière FS de l'année.

Comme à une certaine habitude, les documents n'ont pas été transmis dans les délais et ont entraîné la demande de report de la réunion prévue cet après-midi sur les DUERP et PAP.

Un dialogue social sous-entend que les 2 parties puissent échanger et donc la mise à dispositions des documents dans un délai suffisant pour qu'ils puissent être étudiés en amont.

Même si nous sommes bien conscients de la charge de travail qui pèse sur les collègues, tant en centrale qu'en SCN, et les remercions du travail effectué, le respect des délais de transmission est essentiel pour un dialogue social de qualité.

D'ailleurs, c'est l'occasion de revenir sur les effectifs et le budget.

Tant sur l'un que sur l'autre, nous vous exhortons à porter au plus haut niveau les besoins de notre administration ! Vous connaissez le sujet aussi bien que nous : tant en DDI, qu'en DREETS, qu'en SCN, qu'en AC, nos effectifs ne permettent plus de travailler de manière sereine. Ceci transpire d'ailleurs dans les DUERP / PAP que vous nous transmettez, que des remontées qui nous viennent du terrain.

Quant au budget, les lignes de crédit de la DGCCRF doivent être utilisés pour nos services ! Et à tous nos services !

A nouveau, c'est déjà la disette budgétaire dans les DDI incapables d'assurer le bon fonctionnement de nos missions jusqu'à la fin de l'année et comptant sur la grande diligence professionnelle des agents en leur imposant de prendre à leur charge les avances de frais de missions pendant plusieurs mois dans l'attente d'un budget 2026... Ce n'est pas acceptable ! Les agents doivent déjà faire face à l'inflation galopante sans revalorisation de leur salaire. Ils n'ont pas en plus à subir des frais supplémentaires pour pouvoir exercer leurs missions en fin d'année. Comme l'an dernier, nous réclamons que les budgets missions

soient réabondés ou si cela ne serait pas possible, qu'il soit acté une « mise au chômage technique » faute de moyens suffisants et de SGCD incapable de budgétiser correctement !

Cela pourrait être du plus bel effet médiatique alors même que nos collègues sont sollicités, en urgence, dans l'affaire SHEIN... D'ailleurs, nous souhaitons qu'un point soit fait sur les consignes données aux agents dans cette affaire, car il semblerait que dans certains départements les consignes deviennent particulièrement ubuesques.

Sur la PSC, nous reconnaissons les informations régulières à destination de nos collègues. Toutefois, nous avons déjà pu constater, qu'à protection égale, certains collègues subissaient une augmentation et parfois conséquente ! Est-ce vraiment là une avancée sociale ? A fortiori, quand nous constatons que des collègues dans des situations « précaires » (handicap, monoparentalité, etc..) voient leurs prélèvements augmenter pouvant aller jusqu'à plus de 300 € sur l'année !

C'est déplorable...

Si vous l'ignorez, sachez que plusieurs OS du ministère de l'agriculture, dont les agents sont déjà couverts par Alan, ont saisi la SG pour une augmentation prévue de + 14 % en 2026 alors que le cahier des charges limite à 10 % !

Sur le plan d'action, nous notons une volonté de l'administration de se moderniser et de se recentrer sur l'humain ; reste à savoir comment sera réellement déployé ce plan, s'il ne sera pas limité par une hiérarchie et quel bénéfice en retirent les agents.

Enfin, sur l'ENCCRF, nous écrivions dans un précédent CR : « tout ça pour cela ! » . Alors qu'une solution simple existait depuis le début, l'administration s'est engouffrée dans un chemin tortueux ! Après l'abandon de Sud de France, il a été précisé que la réorganisation des locaux Richter ouvrait la possibilité de 3 étages : refusé par le directeur alors que c'était pourtant bien le cas dans le projet de nouveaux locaux. Puis, malgré l'engagement de celui-ci lors d'une de nos précédentes réunions où la possibilité de s'organiser entre collègues avait été soulevé, des décisions arbitraires sur plan ont maintenant été prises sans tenir compte réellement des services, de la présence, des besoins, des missions, du handicap, etc...

En conclusion, inutile de vous préciser que cette situation engendrera de nouveaux signalements et que le DUERP reflétera cette situation, bien au-delà des items habituels que sont Réponse Conso et la formation. Les collègues sont épuisés ! Il serait préférable comme nous avons coutume de le dénoncer en ces lieux de prévenir que d'avoir à guérir ! Gageons que vous saisirez

l'importance de la situation et qu'une réelle solution puisse être trouvée afin de garantir des conditions de travail satisfaisantes à nos collègues.

Merci de votre attention